

**« Promesses Chatoyantes, Piètre Performance:
Aide et Coopération dans les Pays Sortant d'un Conflit »**

Dr Nasser Saïdi

Le 25 octobre 2003

Présenté à la conférence internationale :

«Dialogue des Cultures et Résolution des Conflits: les Horizons de la Paix »

Introduction

Plus de 57 guerres et conflits ont eu lieu depuis 1990, avec une prédominance des guerres civiles. La plupart des victimes ont été des civils et non des militaires ou paramilitaires. Des millions de personnes ont été tués, estropiés, handicapés, déplacés. Les guerres ont endommagé et détruit le capital physique et l'infrastructure des pays. Ceci constitue la partie la plus visible de la destruction et implique une perte de la capacité de produire des biens et services et d'entreprendre le commerce intérieur ou extérieur, ainsi que des investissements. Les guerres ont engendré des chutes de revenu – une croissance économique négative - en excès de 30% et parfois 50% - et une hausse de la pauvreté et de la misère.

La destruction moins visible, mais plus importante, réside dans la détérioration et destruction du capital social (y compris le 'capital politique') des pays en guerre civile. Le capital social comprend les lois des pays, institutions, cultures et traditions qui sont les fondements de la structure sociale, et permettent la gouvernance des pays.

Les institutions incluent les institutions politiques, légales, judiciaires et agences publiques et privées, ainsi que la société civile et autres institutions qui sont la source ultime de l'autorité et de la confiance.

Reconstruire et investir dans le capital social et politique constitue la tâche principale de la reconstruction d'une nation dans les sociétés et économies sortant d'un conflit. En fait, c'est l'incapacité de reconnaître l'importance de la reconstruction du capital social et politique comme pilier fondamental de la reconstruction d'une nation qui a engendré les piètres résultats et performances en matière d'aide et de coopération dans les cas des pays émergents d'un conflit.

Reconstruire l'infrastructure physique détruite, à elle seule, ne pourrait ni restaurer la structure sociale déchirée, ni diminuer la probabilité d'un renouvellement de conflit.

Guerres civiles et Conflits Violents

Plus de 5 millions de personnes ont péri dans de violents conflits entre 1989 et 2002, et plus de 38 millions ont été déplacés. La majorité des victimes était le résultat de conflits internes ou de guerre civile: par exemple, en 2002, parmi 21 conflits graves, 20 étaient internes. Quant à la répartition géographique, elle est inégale : notons que quelques 70% des conflits, 29% des attaques terroristes internationales et 70% des victimes étaient en Afrique et Asie.¹

CONFLITS VIOLENTS, 1990-2002

Conflits	2000	2001	2002
Nombre de Conflits	25	24	21
Nombre de lieux	23	22	19
Nombre Cumulatif de Conflits	56	57	58
Nombre de lieux depuis 1990	44	45	46
Conflits internes	53	54	57

Pour que l'aide internationale et la coopération soient plus efficaces en matière de prévention des guerres civiles, de limitation et réduction de leur durée, échelle et intensité, qu'elles puissent empêcher leur contagion dans les pays voisins, et garantir la reconstruction et le redressement, ainsi que pour prévenir ou réduire la probabilité de renouvellement des conflits, il est essentiel de comprendre les causes et conséquences de guerres civiles et des conflits.

Economistes, chercheurs et les institutions internationales tels la Banque Mondiale, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et diverses ONG ont, récemment, largement enrichi notre connaissance des guerres civiles, en se penchant, en

¹ Voir les rapports du SIPRI 2003, 2002, 2001 et du Haut Commissariat des Réfugiés des Nations Unies 2003.

particulier, sur les causes sociales et économiques ainsi que les conséquences des guerres civiles et conflits violents.

Je résume les conséquences les plus importantes:

1. **Une forte augmentation de la mortalité et de la morbidité durant mais aussi *après* les conflits.** Les guerres civiles sont associées à une plus grande vulnérabilité et une baisse de l'immunité de la population, et une transmission plus rapide des maladies. La dégradation de la santé des populations affectées mène à une mortalité et à une morbidité plus élevée. L'expérience des pays sortant de conflit montre qu'à peu près la moitié de la perte d'espérance de vie – ajustée pour les infirmités dues à un conflit– ne survient qu'*après* la fin du conflit. Ces conséquences peuvent durer plus longtemps que les conflits eux-mêmes. De plus, il y a la dégradation de l'environnement et son impact sur la santé et la mortalité à cause des mines, de l'uranium épuisé (DU), et d'une variété de déchets d'armes toxiques.

2. **Les guerres civiles donnent lieu à un déplacement massif de populations, aussi bien à l'intérieur du pays en conflit, que vers l'extérieur, résultant en une migration forcée et souvent, au trafic humain.** Par conséquent, l'activité économique et la vie sociale sont perturbées. Le fonctionnement normal du marché du travail est interrompu avec la perte de la sécurité du travail et de la possibilité de gagner sa vie à travers des activités légales. Typiquement, aussi, l'émigration est associée à la fuite des cerveaux, avec une tendance fréquente de la population active professionnelle, éduquée et spécialisée, de quitter, de façon permanente le pays. Le déplacement de la population engendre une dégradation du capital humain et mène à une baisse de la productivité totale et du travail ainsi que de la croissance économique.

De plus, le déplacement interne de la population donne lieu à une demande additionnelle pour les services d'infrastructure physique (électricité, eau, transport, communications, télécommunications) afin de servir la population déplacée dans leur nouvel emplacement. Cela s'ajoute aux coûts totaux et besoins de reconstruction qui résultent de la destruction de l'infrastructure.

3. **Les conflits violents et guerres civiles mènent à l'amplification de la pauvreté et à une réduction du revenu par tête d'habitant.** La guerre civile typique réduit le

revenu par tête d'habitant de près de 15% en termes réels et augmente la fréquence de pauvreté à un moyen 30% de la population. Dans le cas du Liban, j'estime que le revenu par tête d'habitant a chuté de 35% au moins et la pauvreté a augmenté de façon à inclure quelques 25% de la population résidante².

4. **Les guerres civiles détruisent le capital** (bâtiments, structures, usines et équipements) **et l'infrastructure physique et mènent à une dépréciation accélérée du capital par suite du manque d'investissements et de dépenses d'entretien.**

Typiquement, les investissements directs domestiques et étrangers diminuent, résultant en une plus grande réduction de la capacité physique de production, une baisse de la productivité, et de l'activité économique.

5. **Les guerres civiles et conflits induisent à une fuite de capitaux vers l'extérieur**, à cause des rendements réduits et de la hausse de leur volatilité, ainsi qu'à cause de la probabilité accrue de perte, d'expropriation ou d'extorsion.

6. **Les coûts énormes des conflits et guerres civiles ne sont pas compensés par les changements des politiques économiques et des réformes après-guerre, ni par la création ou l'amélioration des institutions domestiques ou des libertés politiques.**

Cela est bien illustré dans le cas du Liban où la fin des guerres et conflits, comme enchâssée dans l'accord de Taëf de 1989, n'a pas mené à des réformes fondamentales et profondes en matière politique ou économique. Plutôt, l'accord de Taëf et la révision de la constitution ont augmenté la rigidité des institutions politiques. Il a créé une Troïka inefficace entre le Président de la République, le Président du Parlement et le Premier Ministre, qui en fait consolident et confirment une division sectaire de pouvoir. Ceci a mené à une sclérose du pouvoir et la détérioration de toutes formes de gouvernance.

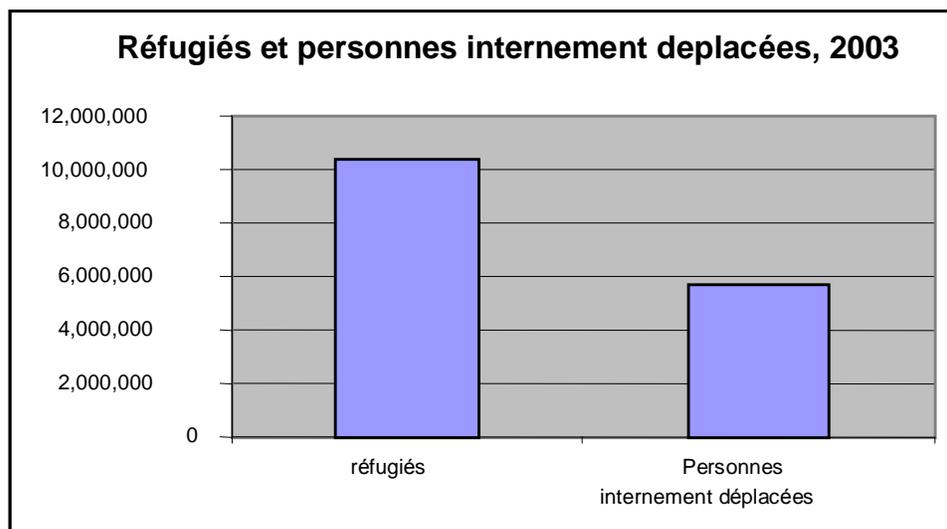
7. **Les guerres civiles sont un 'mal public' régional et potentiellement mondial. Les populations déplacées et réfugiées ont tendance à étendre maladies et conflits dans les pays voisins.** A la fin 2002 le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCUNR) estime à plus de 20, 556, 700 le nombre de personnes auxquelles il offre l'aide, notamment protection des réfugiés et des personnes déplacées, entre autres. Par contre, les personnes internement déplacées (PID) sont les personnes obligées à quitter leurs maisons mais qui ne sont pas réfugiées dans un autre pays. Ils ne reçoivent

² Voir l'analyse et les résultats dans N. Saidi (1986), et plus amplement développés dans N. Saidi (1999).

donc pas la protection de la loi internationale. Le nombre des PID a augmenté à cause des conflits internes et représente à la fin de 2002, plus de 5,777,200 personnes.

Une étude qui se base sur les données annuelles de 135 pays durant la période 1960-1999, a analysé les effets des flux des réfugiés dans les pays tropiques. Les résultats indiquent que pour 1000 réfugiés, il a y eut 1406 nouveaux cas de malaria dans les pays d'asile³.

Au niveau régional, les mouvements massifs de populations déplacées entraînent des effets négatifs sur l'activité économique dans les pays de refuge ou avoisinants⁴. La guerre civile dans un pays résulte en une baisse de la croissance économique dans les pays voisins, une externalité négative. Ceci se fait à travers des canaux multiples: réduction du commerce bilatéral et des flux d'investissement, baisse du tourisme dans la région (e. g. : la volatilité des revenus du tourisme dans les pays méditerranéens suite aux attaques du 11 septembre, 2001), baisse des afflux de capitaux et hausse de la sortie de capitaux dans les pays affectés, augmentation des primes d'assurance et de transport ainsi que des coûts d'emprunts internationaux. Pour les pays d'asile, il y a aussi le fardeau direct des réfugiés, l'augmentation du taux de chômage, parallèlement aux coûts militaires et de sécurité élevés.⁵

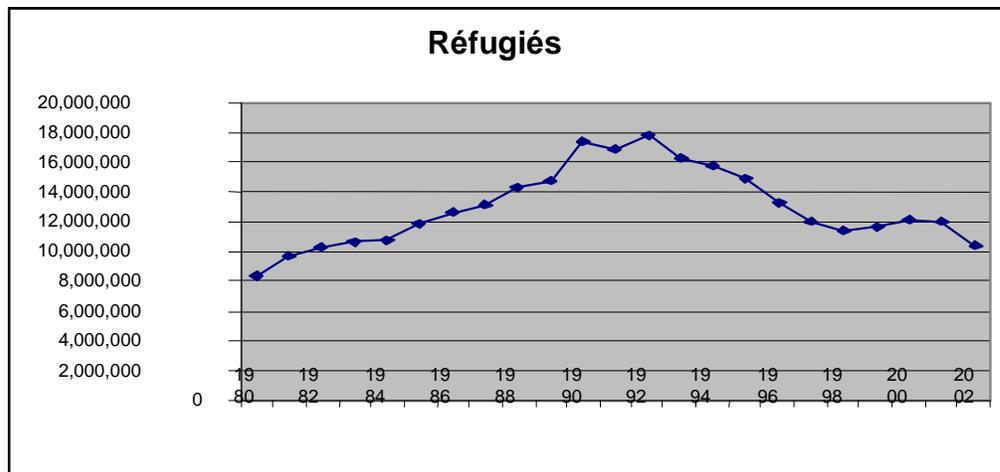


Source: UNHCR 2003

³ Voir les résultats dans l'étude de la Banque Mondiale (2002).

⁴ Voir l'étude de Murdoch et Sandler (2000).

⁵ Le dernier rapport du UNHCR estime à plus de 20 millions les personnes réfugiées dans le monde en 2002



Source: UNHCR 2003

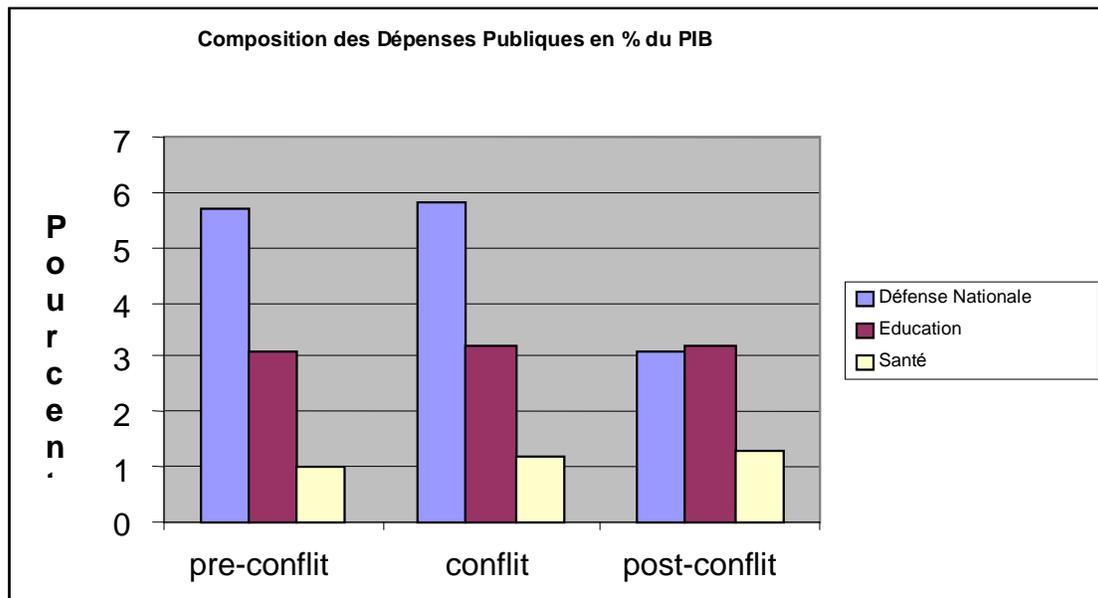
Au niveau mondial, la caractéristique de **'mal public mondial'** des guerres civiles résulte de l'échec de l'ordre public. Il est estimé, que les territoires de guerre civile sont associés à des activités criminelles, tel que la production et le commerce des narcotiques, et le trafic humain: en effet on a pu estimer que '95% des drogues sont produites dans les pays à conflits'.

8. Conséquences Macroéconomiques et Fiscales⁶

Les conflits violents diminuent la croissance réelle de l'économie et entraînent une baisse des recettes fiscales du gouvernement. La baisse des recettes fiscales est due, d'une part, à la baisse de l'activité économique et donc des revenus, et d'autre part au fait que l'efficacité de l'administration fiscale se détériore. A son tour, la perte de revenus engendre des déficits budgétaires plus élevés et qui sont typiquement financés par une expansion monétaire, qui elle se traduit par des taux d'inflation plus élevés et une dépréciation du taux de change. Comme mentionné ci haut, les investissements baissent durant les conflits, avec une reprise du ratio investissement/PIB après la chute initiale. De la même façon, l'investissement privé tombe dramatiquement, mais avec une tendance de reprise pendant la période de reconstruction après conflit.

⁶ Pour une étude récente, voir Gupta, S. et al. (2002) et Elbadawi, I.

Les résultats empiriques montrent un changement dans la composition des dépenses publiques, avec une augmentation des dépenses militaires gouvernementales *avant et pendant les* conflits. En revanche, les dépenses de santé et de l'éducation chutent en pourcentage du PIB et des dépenses publiques totales. Ces réductions dans les dépenses et prestations sociales, de santé, et de l'éducation affaiblissent l'immunité et la capacité de la population de réagir à la propagation des maladies, et diminuent les investissements dans le capital humain et social. L'absence de l'état laisse le champ libre aux groupes rebelles et militaires qui se substituent comme prestataires de services publics.



Source: IMF working paper: Fiscal Consequences of Armed Conflict and Terrorism in Low-and Middle Income Countries WP/02/142

Ce bref aperçu des conséquences et résultats des guerres civiles s'est concentré intentionnellement sur la dimension économique, négligée, des guerres. Les guerres civiles en détruisant le capital physique, social et politique ainsi que la cohésion sociale méritent d'être désignées « développement à l'inverse. » Les guerres civiles peuvent effacer les exploits et le patrimoine de générations, en détruisant et retardant le développement économique et social. Le contraire est aussi vrai : le développement économique en réduisant la pauvreté et l'émergence de griefs sociaux, retarde et réduit la probabilité de guerre civile.⁷ Il est clair que les pertes et

⁷ Cf. l'étude de la Banque Mondiale sur les conflits et leurs conséquences pour le développement économique, (2003)

conséquences négatives l'emportent sur les effets positifs qui pourraient résulter des réformes politiques, économiques et sociales après-guerre. Les guerres civiles ne sont pas de bons instruments pour le changement! **La conclusion importante est que les guerres civiles ne sont pas des agents effectifs, ne forment pas un outil pour le progrès économique, social ou politique ni pour les réformes.**

La dimension économique a aussi été négligée dans l'analyse du déclenchement et la durée des guerres civiles. Le résultat des recherches approfondies a conclu que sur la période entre 1965-1999, le *risque d'une guerre civile est systématiquement lié aux conditions économiques*, telles que la forte dépendance sur l'exploitation et l'exportation de matières premières et de produits de base, et le niveau bas du revenu par tête d'habitant. Inversement, et de façon étonnante, les mesures objectives de grief social, telles que l'inégalité, le manque de démocratie, et les divisions ethniques et religieuses, n'ont aucun effet systématique sur le risque de guerre civile.⁸ **Les guerres civiles ont typiquement pour objectif de contrôler la richesse d'un pays, plutôt que de résoudre des problèmes sociaux ou divisions ethniques et religieuses.**

En effet, une des principales conclusions des recherches empiriques est que les sociétés qui sont diversifiées quant à leur appartenance ethnique et religieuse sont considérablement plus stables que celles qui sont homogènes.

En conséquence, pour comprendre les guerres civiles une importance centrale doit être donnée à l'analyse de « la viabilité économique et financière de l'organisation rebelle comme cause de guerre civile »⁹. C'est une des caractéristiques essentielles qui rendent les guerres civiles si différentes des guerres internationales. Les milices, groupements armés et organisations rebelles doivent se financer pour survivre. Dans la plupart des cas, la source de financement a été un produit de base ou une matière première (diamants, pierres et métaux précieux, pétrole) et/ou narcotiques. Dans d'autres cas- tel qu'au Liban - le financement externe s'est ajouté aux narcotiques ou le commerce d'armes, comme facteurs principaux permettant la viabilité financière des milices.

⁸ Voir P. Collier et al. (2002)

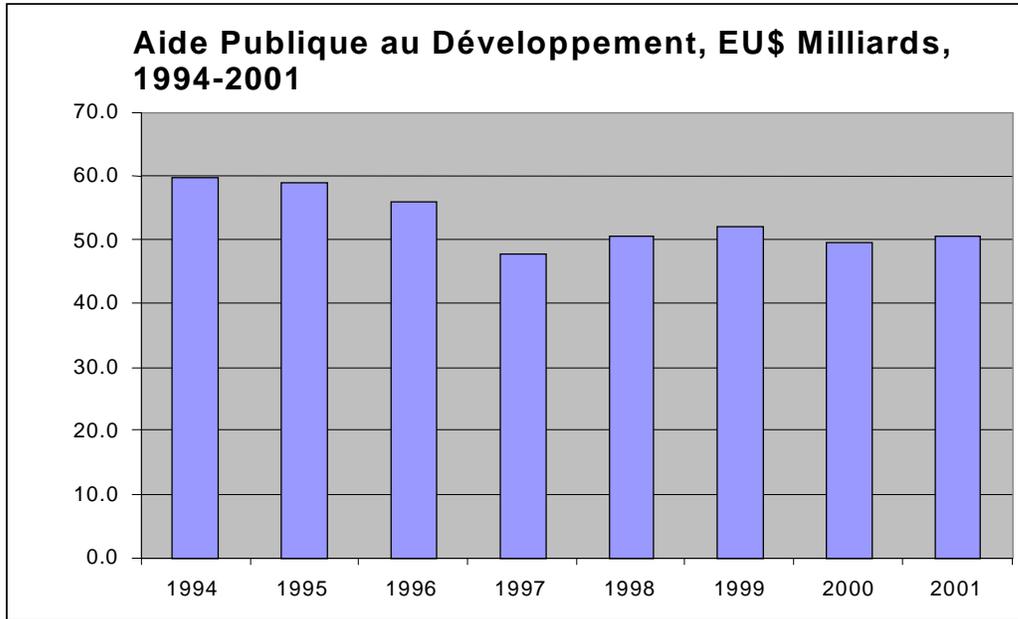
⁹ Voir l'étude intéressante de la Banque mondiale (2003).

Aide Publique Internationale et Coopération

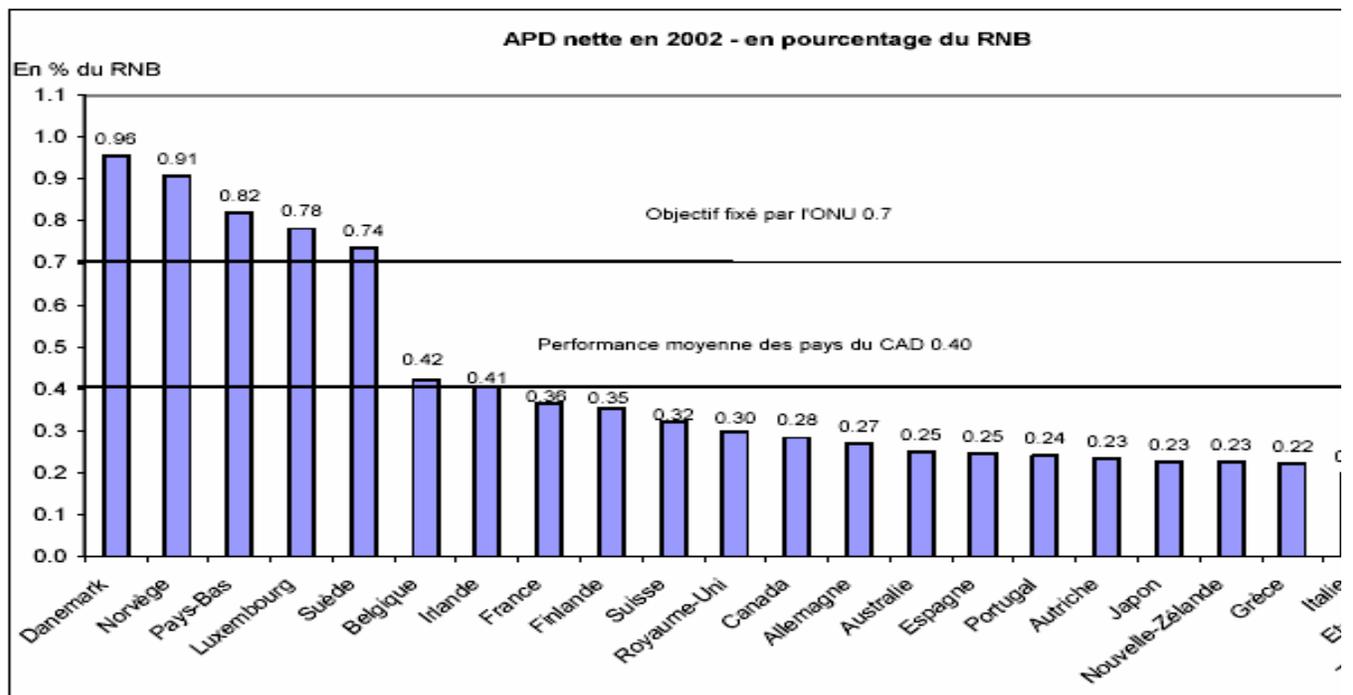
En 2002 l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE s'est chiffrée à 57 milliards de dollars, soit 0,23% de leur revenu national brut (RNB), affichant ainsi un début de reprise par rapport au point bas sans précédent de 0,22% du RNB auquel elle stagnait depuis trois ans.¹⁰ A la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey en mars 2002, les pays donateurs se sont engagés à augmenter leur aide publique au développement en faveur des pays en développement. D'après les estimations de l'OCDE, si ces promesses se concrétisent, il devrait en résulter une progression importante de l'APD qui porterait le rapport APD/RNB à 0,26% d'ici 2006 - niveau encore largement inférieur aux 0,33% régulièrement enregistrés jusqu'en 1992. L'aide des pays du CAD de l'OCDE est en baisse depuis 1990 ! Le total de US\$57 milliards pour 2002, est seize fois inférieur aux dépenses en armes (un total dépassant les US\$800 milliards) ! Cela durant une décade, 1990-2000, les 'roaring nineties', de forte croissance dans les pays industrialisés ; il semblerait que l'aide publique au développement baisse, alors que la richesse, la croissance et la productivité augmentent dans les pays riches ! Comme l'illustre de manière très claire le graphique [...] les pays industrialisés sont bien au-dessous de l'objectif fixe par l'ONU, de contribuer 0.7% de leur PIB à l'aide au développement.

Au vu de ces chiffres, l'aide publique au développement peut-elle jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et la reconstruction des pays sortant de conflit ? Cette aide, avec ces montants timides, voire dérisoires, peut-elle avoir un impact sur le développement économique et la croissance dans les pays récipients de l'aide et notamment dans les pays émergeant de conflits destructeurs ? L'aide et la coopération internationale mènent-ils à une reprise de la croissance, l'encouragement de l'investissement étranger et domestique et la diminution de la pauvreté ? Sous quelles conditions une intervention étrangère peut-elle réussir dans ses objectifs ?

¹⁰ Le Comité d'aide au développement (CAD) est une des organisations principales où les grands donateurs bilatéraux oeuvrent ensemble pour l'amélioration de l'efficacité des efforts à l'appui du développement durable. Les pays membres du CAD sont à l'origine d'au moins 95% des versements mondiaux d'APD. Les États-Unis demeurent le donneur le plus important au monde par le volume de son aide; viennent ensuite le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Voir le rapport du CAD de l'OCDE, 2003.



Source: www.oecd.org/dac/



Le rôle de l'aide publique internationale et coopération a été minutieusement examiné durant les dernières années. Les organisations financières internationales, menées par la Banque Mondiale, et des chercheurs se sont concentrés sur les déterminants et effets de l'aide publique étrangère. Les recherches empiriques¹¹ permettent d'aboutir aux conclusions suivantes :

- 1) **Les théories et modèles économiques qui promettaient un lien de causalité direct entre l'aide publique au développement, la coopération, et l'investissement et la croissance économique sont démentis par les résultats et la piètre performance des programmes d'aide et de coopération.** L'aide internationale et la coopération ne paraissent pas encourager l'investissement domestique ni attirer les investissements directs étrangers, ni produire une croissance économique élevée ou une diminution de la pauvreté. En particulier, l'aide internationale n'a pas mené, typiquement, à une reprise de la croissance dans les pays sortant de conflit ou à un encouragement des investissements.
- 2) **L'aide étrangère, due à son caractère interchangeable, facilite et est utilisée le plus souvent pour une consommation publique gaspilleuse.** Typiquement, l'aide et la coopération, y compris les programmes et l'aide conditionnée, permettent aux gouvernements de poursuivre des politiques économiques inefficaces et manquant de transparence. En particulier, l'aide conditionnée peut être détournée ou faciliter le gaspillage public.
- 3) **Les différences entre les politiques économiques poursuivies par les gouvernements expliquent amplement la différence des résultats économiques entre pays et leur capacité de bénéficier de l'aide et de la coopération étrangère.** Les pays qui poursuivent de bonnes politiques peuvent mettre l'aide étrangère et la coopération à bon usage. Cependant, la probabilité qu'un pays adopte des politiques économiques « bonnes » et efficaces n'est pas influencée par le montant de l'aide étrangère qu'il reçoit.¹²

¹¹ Voir l'article de Burnside et Dollar (2000), Easterly (2003), Alesina & Dollar (2002)

¹² Voir l'analyse et les résultats empiriques dans Burnside et Dollar (2000),

4) Les pays donateurs déboursent pour une grande part l'aide étrangère en fonction de considérations stratégiques, géopolitiques, et commerciales plutôt qu'en fonction des vrais besoins des pays destinataires de l'aide. Les gouvernements donateurs établissent souvent des programmes d'aide qui reflètent leurs intérêts politiques ou ceux de leurs approvisionneurs nationaux. Les résultats des recherches empiriques sont clairs: le passé colonial et les alliances politiques sont les déterminants fondamentaux de l'aide étrangère! Ils sont plus importants notamment que les éléments 'objectifs' classiques tels que la pauvreté, la taille de la population, l'ouverture au commerce, les pratiques démocratiques et le respect des libertés. La distribution de l'aide bilatérale à travers les pays explique pourquoi l'aide et la coopération étrangères n'ont réussi que partiellement, à augmenter la croissance et réduire la pauvreté. Les liens coloniaux et la fréquence avec laquelle un pays vote avec les pays donateurs d'aide à l'ONU expliquent plus la distribution d'aide que les institutions politiques ou les politiques économiques suivies par les pays récipients. Les résultats d'Alesina et Dollar¹³ sont éloquentes: « ... une ex-colonie non démocratique obtient près de deux fois plus d'aide qu'une non-colonie démocratique. » De la même façon, les ex-colonies qui sont fermées au commerce international ou à l'investissement étranger reçoivent plus d'aide que les non-colonies ouvertes au commerce international et poursuivant une politique économique libérale!

Aide bilatérale aux anciennes colonies, 1970-1994

¹³ Voir l'article d'Alesina et Dollar (2000)

Donneurs	Part des colonies (% du total)
l'Australie	55.5
Belgique	53.7
France	57.0
l'Allemagne	2.6
l'Italie	9
Japon	6.3
Pays-Bas	17.1
Nouvelle Zélande	22.5
Portugal	99.6
Espagne	4.8
Royaume-Uni	78.0
Etats Unis	2.9
Total	19.6

Source:
Dollar (2000)

Alesina et

**5) Il y a une
considérable**

**différence
dans le**

comportement des différents pays donneurs. Quelques donneurs -particulièrement les pays scandinaves et les Pays Bas – fournissent l'aide en réponse aux motivations « correctes », à savoir le niveau bas du revenu, les 'bonnes institutions' du pays destinataire et son ouverture au commerce et à l'investissement. D'autres pays – particulièrement la France, le Royaume Uni et le Portugal – assistent leurs ex-colonies reflétant des alliances politiques, sans tenir grand compte d'autres éléments, tels que la pauvreté, les régimes politico-économiques, la démocratie ou la gouvernance. Le modèle Américain est bien connu pour être quasiment dominé par son aide à Israël et à l'Egypte. En effet, une étude récente du Congrès américain estime qu'Israël a reçu plus de US\$91 milliards de dollars durant la période 1946-2003. Un citoyen israélien reçoit, en moyenne, plus d'aide du gouvernement américain qu'un citoyen américain ! L'aide japonaise va aux pays qui votent avec le Japon à l'ONU.

**5) Les résultats empiriques indiquent une l'augmentation de l'aide aux pays qui
« démocratisent »:** un pays démocratisant est 'récompensé' par une hausse de 50%

du montant de son aide initiale. Egalement, les pays qui deviennent plus ouverts ou libéralisent leurs politiques économiques, obtiennent une augmentation temporaire de près de 25% de l'aide internationale. Par conséquent, un pays peut espérer une augmentation de l'aide internationale à condition de réformer ses institutions politiques et ses politiques économiques.

- 6) Les promesses chatoyantes et la rhétorique qui accompagne les programmes d'aide étrangère promettent une reprise de la croissance économique, de réduire la pauvreté, mais aussi de récompenser les bonnes politiques ainsi que les gouvernements efficaces et honnêtes. Du fait de l'attention récente sur la « bonne gouvernance », il est intéressant de s'interroger sur le lien entre l'aide internationale, la bonne gouvernance et la corruption. Les gouvernements corrompus reçoivent-ils moins d'aide? La 'bonne gouvernance' est-elle récompensée ? L'aide internationale réduit-elle la corruption ? En d'autres termes, l'aide internationale stimule-t-elle la bonne gouvernance?

Les récentes recherches donnent une réponse négative à ces questions! Alesina & Weder (2001), découvrent **qu'en réalité plus un gouvernement est corrompu, plus il reçoit de l'aide!** Il n'existe aucune mesure de corruption qui indique qu'un gouvernement moins corrompu, mieux gouverné, reçoit plus d'aide. De plus, ils concluent qu'une **augmentation de l'aide étrangère ne réduit pas la corruption: les donateurs d'aide ne tentent pas de récompenser des gouvernements à devenir moins corrompus.**

Au niveau bilatéral, les pays scandinaves (et l'Australie) paraissent aider plus les gouvernements moins corrompus. Les États-Unis, par contre, sont à l'extrême opposé: les résultats indiquent que l'aide étrangère Américaine va vers les pays où les gouvernements sont les plus corrompus. Les États-unis paraissent plus intéressés par la démocratie, plutôt que la qualité des gouvernements ou la bonne gouvernance. Les résultats empiriques d'Alesina et Weder (2001) suggèrent qu'"un pays qui est plus corrompu reçoit près de \$8 plus d'aide par personne." Finalement, ils concluent qu'"il n'existe pas une grande différence entre organisations multilatérales et donateurs bilatéraux » dans la distribution de l'aide et que « ni l'un ni l'autre paraît avoir visé les pays à corruption limitée. »

7) **Plus inquiétant est la présence d'un « effet de voracité » dans l'aide étrangère: les pays qui reçoivent de l'aide étrangère ont tendance à devenir plus corrompus !**

L'explication paraît résider dans le fait que l'aide étrangère, crée une clientèle politique dépendante et nourrie par cette aide, et qui donne naissance à la corruption. Ceci est similaire à l'aide militaire étrangère que reçoit Israël qui le rend plus belligérant et violent. A son tour, cette aide militaire à Israël crée un cercle vicieux, un cycle de réactions violentes à la sauvagerie israélienne, qu'Israël utilise pour chercher et 'justifier' une plus grande aide militaire, afin d'affronter la violence que lui-même a induit par ses actions!

8) **Les programmes d'aide souffrent de multiples problèmes techniques et institutionnels** : lent déboursement des fonds promis, failles dans les mécanismes de mobilisation des fonds promis, dispositifs inappropriés pour le suivi des flux d'aide, faible coordination avec la communauté des donateurs, et faible coordination entre les donateurs eux-mêmes ou avec les autres acteurs comme les ONG, et qui abouti, souvent, à une duplication ou même une incompatibilité entre les divers projets d'aide. L'exemple des programmes MEDA de l'Union Européenne lancé comme partie intégrale du processus stratégique de Barcelone illustre bien ces faiblesses. Ainsi, et malgré que le programme MEDA I soit un instrument indispensable du processus de Barcelone, les résultats ont été décevants : pour un total d'engagements de 4,843 millions d'Euros, le ratio paiements/engagements s'est établi à seulement 26% en moyenne, calculé sur la période 1995-1999 (et un ratio de 2% pour le Liban !). Une réforme importante et la création de EuropeAid a permis quelques progrès : la moyenne du ratio passe à 40.5% pour la période 1995-2002 (et 20.4% pour le Liban.)¹⁴

Les principales conclusions des études empiriques sur les déterminants et résultats de l'aide étrangère, récuse les mythes et contredisent les préconceptions standards et rhétoriques politiques. L'aide des principaux pays donateurs vise, comme priorité, à

¹⁴ Commission européenne, Bilan de l'exécution budgétaire 2002 pour la Méditerranée.

promouvoir leurs propres intérêts stratégiques. Dès lors, l'aide bilatérale n'a qu'un faible lien avec la pauvreté, la croissance et le développement économique, la démocratie, la bonne gouvernance ou l'aide à la résolution des conflits et la reconstruction des pays émergeant de conflits violents. L'aide étrangère n'augmente pas la croissance économique, ni ne réduit la pauvreté en améliorant la qualité des politiques d'un gouvernement et la gouvernance. Bien au contraire, l'aide étrangère a tendance à aller aux gouvernements les plus corrompus! La thèse que l'aide et la coopération visent à réformer les gouvernements corrompus ou stimuler les bonnes politiques économiques et politiques est démentie par les résultats empiriques: l'aide étrangère a tendance à engendrer plus de corruption, et non moins ! Les programmes d'aide et de coopération contiennent souvent des promesses chatoyantes et de bonnes intentions, mais résultent, souvent, en une piètre performance !

Un exemple indicatif des conclusions mentionnées ci-dessus sur les politiques de l'aide et leurs déterminants, consiste dans l'échec de la communauté internationale de gérer la situation après conflit au Liban Sud suite au retrait israélien de son occupation prolongée du Sud Liban et de la Bekaa de l'ouest en mai 2000. Vue la reconnaissance de la communauté internationale de l'importance géostratégique de la sécurité, la paix et la stabilité au Liban Sud, l'anticipation des responsables politique libanais- dont je faisais partie à l'époque - était que l'aide et la coopération internationale seraient immédiates pour une région appauvrie, dévastée suite à deux décennies d'occupation. En effet, la libération du Sud Liban avait été le seul évènement positif après des années de tentatives stériles pour arriver à un règlement pacifique dans la région. Un plan de développement quinquennal détaillé fut préparé par le PNUD en coopération avec le gouvernement libanais, en un temps record, et les donateurs conviés à une réunion en juillet 2000, afin de bénéficier de l'euphorie produite par la libération des territoires occupés. Trois objectifs avaient été identifiés: un objectif de prospérité, un objectif de sécurité et un objectif de réintégration nationale de la partie sud au Liban. Quatre secteurs avaient été jugés critiques: le déminage, la reconstruction de l'infrastructure, la rééducation et réintégration des anciens détenus des prisons illégales et camps de détention israéliens, et le financement de la reconstruction et du développement de la zone occupée. Hélas, la

réponse de la communauté internationale fut honteuse: les organisations internationales telles que la Banque Mondiale se sont pliées aux pressions politiques internationale et domestique, les pays jugés comme amis de Liban se sont évincés, et d'autres ont joué dans la politique domestique. Divers acteurs –notamment Israël- ont cherché et réussi à saboter les timides efforts internationaux pour participer à la reconstruction du Sud Liban. En particulier, ces diverses interventions réussirent à ajourner la conférence des donateurs programmée pour octobre 2000. Jusqu'à cette date, aucune conférence des donateurs n'a été tenue et le Sud Liban continue à porter les cicatrices de l'occupation israélienne et reste un point névralgique de tension géostratégique au Moyen-Orient. En effet, il est maintenant moins peuplé qu'au temps de l'occupation et le revenu par tête habitant a baissé.¹⁵ Aucun des gouvernements libanais depuis octobre 2000, ni d'ailleurs la communauté internationale n'a cherché à soulager le peuple des zones d'occupation de leur misère et de la mémoire douloureuse de l'occupation. Ce qui, en d'autres circonstances, aurait pu être une véritable occasion pour rétablir la confiance et la crédibilité de la communauté internationale, de créer un exemple réussi d'une région reconstruite suite à un conflit, a été perdue de façon irrécupérable.

Je termine cette section sur les déterminants et les effets de l'aide et de la coopération en analysant un autre exemple d'intervention étrangère: les programmes de prêt des organisations internationales. Une étude récente entreprise par l'éminent économiste Robert Barro¹⁶ a examiné les déterminants des emprunts des programmes du FMI à travers 130 pays sur une période couvrant les trois dernières décennies. Barro découvre que les « prêts du FMI ont été influencés par la présence d'un pays au Fonds, mesuré par la part du pays dans le quota et sa part du personnel professionnel du FMI. Les prêts du FMI ont aussi été sensibles à la proximité politique et économique d'un pays aux principaux actionnaires du Fonds : les États-unis, la France, l'Allemagne et le Royaume Uni. » La proximité politique est estimée par la fréquence avec laquelle un pays a voté avec un pays influent du FMI dans l'Assemblée Générale de l'ONU, et la proximité économique par le volume de commerce bilatéral.

¹⁵ L'enquête de l'Administration Centrale des Statistiques (2002) décrit la situation dans les zones libérées.

¹⁶ Voir l'article de Barro et Jong-Wha Lee (2003).

Donc, « l'ensemble des variables de politique économique était en gros statistiquement important pour expliquer la taille des prêts du FMI, la fréquence de participation dans les programmes du FMI, et la probabilité d'approbation de l'emprunt. » Le FMI comme institution internationale tient apparemment compte de la politique dans ses décisions de prêts aux pays en voie de développement. Qu'en est-il de la conséquence des prêts du FMI? Donnent-ils lieu à de meilleurs résultats économiques et une croissance plus importante dans les pays emprunteurs ? Il s'avère qu'en tenant compte des variables politico-économiques susmentionnées, les prêts du FMI n'ont aucun impact *contemporain* sur la croissance économique. Cependant, les prêts du FMI ont une influence *négative* sur la croissance économique à moyen terme (après cinq ans) ; en d'autres termes, ils ont un effet adverse sur la croissance avec un décalage de l'ordre de cinq ans !

Leçons pour Reconstruire les Nations Post-Conflict

Quelles leçons peut-on tirer de la discussion et des résultats examinés dans les deux sections antérieures ?¹⁷

A. **La vaste majorité des conflits est intra-état, interne ou guerres civiles.** Il en découle que l'aide et la coopération internationale devraient s'adresser aux conséquences de ces guerres et donc agir dans le but de prévenir ou diminuer la probabilité de renouvellement de conflit. Les guerres intra-état sont différentes dans leurs causes et conséquences des guerres internationales et exigent une stratégie et approche différentes en matière d'aide et de coopération du paradigme qui a émergé suite à la Seconde Guerre Mondiale et autres guerres internationales. Le paradigme du Plan Marshall ne convient pas aux pays émergeant de guerres civiles.

B. **Les résultats indiquent que l'aide au développement et la coopération ont échoué dans leurs objectifs déclarés:** elles n'encouragent pas l'investissement, ne mènent pas à une augmentation durable de la croissance économique, et ne réduisent pas la pauvreté. Elles n'encouragent pas les gouvernements des pays destinataires à adopter de meilleures politiques économiques et sociales ou à entreprendre des réformes

¹⁷ Je m'inspire des leçons de Carl Bildt (2003) tirées de l'expérience des Balkans.

politiques. L'aide internationale est typiquement dictée par les intérêts commerciaux, politiques et stratégiques des pays donateurs et guidée par des alliances politiques telles que les liens coloniaux! La plus grande part de l'aide n'est pas fournie pour des raisons altruistes. Plus accablant est la réalité que les gouvernements corrompus ont tendance à recevoir plus d'aide plutôt que moins ! La rhétorique et les sermons des pays donateurs d'aide ou des organisations internationales sur « la bonne gouvernance » ne se retrouve pas dans leurs actions ou les programmes d'aide. Les gouvernements donateurs ne font pas ce qu'ils déclarent ! Et pareils aux politiciens, les déclarations des pays et leurs agissements sont très différents! De plus, les organisations internationales telles que le FMI et la BM semblent soumises aux mêmes forces politico-économiques dans leur politique de prêts et d'aide.

Existe-t-il des leçons à tirer ou des directives pour agir? Il n'existe probablement pas de leçons universellement utiles pour aider la reconstruction des nations post-conflit.

J'aimerais cependant offrir quelques recommandations basées, entre autres, sur l'expérience du Liban, que j'estime est pertinente pour les cas « vivants » de l'Irak et de l'Afghanistan.

1. Il est impératif de rétablir la sécurité et la justice, très rapidement. Ni l'activité économique, ni l'investissement ne peuvent reprendre dans un environnement d'insécurité et de violence. De même, il n'est pas possible de réactiver le secteur bancaire, les systèmes de paiement ou d'avoir un système de crédit efficace dans l'absence de la confiance et de la mise en application des lois. Le désarmement et l'intégration des milices, des forces rebelles et paramilitaires dans les forces militaires du gouvernement sont des éléments nécessaires d'une stratégie visant à rétablir la sécurité. En particulier, cette stratégie diminue le risque que les forces irrégulières, ayant perdu leur liberté d'action, leurs sources de financement et contrôle des ressources, ne deviennent une menace à la sécurité et se tournent vers les activités criminelles pour leur survie. L'exemple du Liban témoigne de la réussite de cette stratégie. Le Liban a réussi à rétablir la sécurité intérieure –bien qu'au coût d'une augmentation des dépenses gouvernementales- en intégrant les membres des milices de toutes factions et religions au sein de l'armée.

2. Il faut créer un environnement régional bienveillant et coopératif. Les états voisins peuvent exercer une influence considérable sur la reconstruction d'une nation ou sur sa fragmentation. Il est presque impossible de réunifier une nation fragmentée si ses voisins essaient de l'écarteler. Les exemples des pays africains en conflit, du Soudan, du Liban, et plus récemment de l'Afghanistan, et de l'Iraq démontrent que la résolution durable des situations de conflits requiert une coopération régionale au niveau politique, de la sécurité et de l'économie. Un effort régional de reconstruction encourage toutes les factions nationales à participer dans l'effort de reconstruction et peut déclencher un cercle vertueux du fait que la paix et la sécurité deviennent un 'bien public régional' pour tous les pays de la région.

3. Plus grand est le support international, plus facile devient le processus de rebâtir la nation. L'ONU et les organisations régionales doivent être engagées pour forger une paix et une coalition de reconstruction. Un effort multilatéral de reconstruction d'une nation est, certes, plus complexe et prend plus de temps qu'entreprendre des efforts unilatéraux. Par contre, elle est aussi considérablement moins chère pour tous les participants. L'effort de reconstruction multilatéral d'une nation peut produire des transformations et des réformes plus fondamentales, ainsi qu'une réconciliation régionale plus grande qu'une intervention unilatérale : le cas de l'Iraq est un exemple vivant. La coopération multilatérale peut apporter des ressources plus variées et soutenir la tâche difficile de la reconstruction d'une nation.

4. Les problèmes humanitaires (santé, nourriture, refuge, services publics de base) doivent recevoir la priorité dans une première phase, mais ne devraient pas prédominer sur les questions de moyen terme. Reconstruire les institutions économiques et financières, construire la capacité d'absorption de l'Etat et de ses institutions, devraient recevoir la priorité afin de soutenir le rétablissement de l'économie et de son infrastructure. Par exemple, distribuer de l'aide alimentaire pendant une longue période risque d'affaiblir la récupération du secteur agricole domestique, comme le montre l'exemple afghan.

5. La question primordiale n'est pas la reconstruction physique, mais la reconstruction de l'Etat. La reconstruction de l'infrastructure physique détruite est importante, coûteuse et prend du temps. Mais, la reconstruction de l'infrastructure

politique, la reconstitution de la structure sociale et l'infrastructure de la gouvernance économique, est plus complexe et plus importante. Pour reconstruire un état, il faut s'entendre sur l'état à reconstruire. Une résolution durable du conflit implique un accord multilatéral qui mène à une structure constitutionnelle représentative et stable, qui assurera la stabilité politique. La démocratie, la responsabilisation, la transparence et la représentation ne peuvent être ni importées ni imposées; elles doivent être créées par tous les agents nationaux.

6. Reconstruire une nation prend plus de temps et plus de ressources qu'initialement anticipé. Le défi est de casser le tissu de méfiance filé pendant le conflit. Le défi est de casser le cercle vicieux, l'engrenage infernal, de doute et de méfiance à l'égard de 'l'autre'. Or les acteurs politiques ont investi dans des compétences spécialisées dans et seulement pertinentes pour le conflit. Même le langage, le vocabulaire et le discours politique deviennent victimes du conflit. Elections et vie politique sont décrits en termes militaires : “ معركة , خصم , صراع , جبهة , عظام كسر ”, on parle de « batailles et des luttes » sur le « front » ‘ contre des ennemis dont les os « seront brisés. » L'expérience du Liban est encore une fois pertinente: la priorité a été donnée à la reconstruction de l'infrastructure physique comme si c'était l'avenue pour la reconstruction d'une nation. Le résultat est que, malgré quelques succès, l'immense chantier de reconstruction, qui nécessairement dépasse l'infrastructure et englobe la réforme politique et institutionnelle, demeure largement inachevé.

7. La responsabilité pour les injustices passées peut être un composant puissant de démocratisation. L'expérience de l'Afrique du Sud dans la prise en justice de ceux qui étaient responsables d'injustices eut un effet salutaire dans la stimulation de la démocratie et de la « voix » du peuple. Cette culpabilisation est un des aspects les plus difficiles et controverses de tout effort de reconstruction d'une nation. Dans beaucoup de cas -comme celui du Liban - une loi sur l'amnistie est votée en tant que la mesure « qui guérit les blessures de la nation » Typiquement, c'est les factions responsables du conflit et de la guerre qui cherchent l'amnistie et font pression sur les législateurs. Cependant, les blessures de la nation ne guérissent pas et la démocratie n'est pas servie, quand ces responsables de la violence, la guerre, la mort et la destruction ne sont pas tenus responsables de leurs actions ou pire, quand ils assument le pouvoir et occupent les

postes du pouvoir. Il y a un sentiment profond d'injustice quand ces responsables de la guerre qui en ont aussi récolté ses récompenses, cueillent également les fruits de la reconstruction!

8. La bonne gouvernance des ressources naturelles constitue un élément majeur dans la prévention des conflits et la limitation de leur durée. Nous devons assurer une gestion transparente des recettes des ressources naturelles, par le biais d'une meilleure dissémination des informations de la part des sociétés qui exploitent ces ressources (afin d'empêcher les paiements illicites et la corruption) et des gouvernements, avec une surveillance de la part des organisations financières internationales.

Je préconise la création d'un instrument, un « Fonds Fiduciaire » ('Trust Fund') où toutes les ressources naturelles et les recettes de leur vente seraient canalisées. Ces fonds fiduciaires seraient gérés indépendamment des gouvernements, et répondraient du Parlement ou aux représentants de la nation. Vu la caractéristique non renouvelable des ressources naturelles, une gestion fiscale optimale de ces ressources impliquerait : (a) l'investissement des rentrées des ressources naturelles, et (b) le transfert d'une partie du rendement sur les « Fonds Fiduciaire » au gouvernement. Ce serait une révolution comparée aux usages courants où la richesse produite par la vente des ressources naturelles est considérée comme recettes gouvernementales et dépensée comme tel!

9) La réforme de l'aide Post-Conflict est une priorité. Nous devrions adopter la recommandation de Structure Stratégique de l'ONU (SF) comme cadre, qui harmoniserait les composantes politiques, de sécurité et des droits de l'homme pour l'établissement de la paix après conflit, avec en parallèle des stratégies humanitaires et de développement pour chaque pays en crise. (Voir l'encadré.) Cela forcerait l'harmonisation, dans la mesure où les intérêts nationaux et les mandats institutionnels le permettent, des conditions imposées par les donateurs. En particulier, et afin d'améliorer l'efficacité de l'aide et de la coopération, il me semble essentiel de créer un système standard, transparent, pour la dissémination de l'information, le suivi et le contrôle des promesses, les engagements, et les décaissements aux pays en reconstruction.

Structure Stratégique de L'ONU : éléments de base

Identifier clairement les causes des crises et conflits	Lier les initiatives du développement économique et social, et de l'aide
Définir les principes et le mécanisme des aides partagées	Définir le cadre institutionnel et administratif dans les principales agences et sur les sites
Faciliter l'analyse des besoins	Le partage des rôles et des responsabilités entre les donateurs et les pays en développement ou émergent de conflit
Identifier et justifier une liste des priorités de l'aide et de la coopération	Création d'un mécanisme unifié de coordination de l'aide et de la coopération
Indiquer les stratégies communes pour faciliter la mobilité des ressources	Introduire la transparence et la responsabilisation
Développer un cadre unique pour la programmation de l'aide et la coopération	Favoriser un sens of "d'appartenance locale"
Etablir un calendrier pour les différentes phases de l'aide	Définir des stratégies de sortie claires pour minimiser la dépendance des pays récepteurs d'aide

10) Il est nécessaire d'investir dans la capacité d'absorption des pays destinataires et la bonne gouvernance du processus de la reconstruction. Les pays récepteurs d'aide et émergent de guerres et conflits souffrent d'un manque de capacité d'absorption, pour gérer et investir l'aide et les fonds provenant des pays donateurs, et l'administration capable de proposer des plans globaux pour la reconstruction. Souvent, l'administration et l'appareillage de l'état ont été sapées par la guerre. Soit par vénalité, incompetence ou incapacité ou manque de ressources humaines, les pays récepteurs n'arrivent pas à respecter ou remplir les conditions des emprunts bonifiés de la Banque Mondiale, du FMI et de l'ONU. L'absence de surveillance, de contrôle et de responsabilité, et la main mise des politiciens sur les ressources de l'état, y compris l'aide et la coopération, se traduit en inefficacité, gaspillage et corruption. Plus généralement, comme l'énonce succinctement un rapport récent: « Des ressources humaines insuffisantes, des institutions politiques immatures, des structures légales sous-développées, une transparence limitée, et des disputes internes persistantes (ou résurgentes) peuvent ronger la bonne gouvernance et encourager la corruption officielle. »¹⁸

Remarques en guise de conclusion

Le Liban est un laboratoire vivant, un immense chantier du dialogue des cultures, des religions et de la résolution des conflits, de ses succès, mais également de ses échecs. Le Liban par son expérience démontre que les guerres civiles et conflits violents sont du

¹⁸ S. Patrick (1998).

« développement à l'inverse » En effet, les guerres civiles détruisent le capital physique, social et politique ainsi que la cohésion sociale. Les conflits violents peuvent effacer les exploits et le patrimoine de générations, en détruisant et retardant le développement économique et social. Le contraire est aussi vrai : le développement économique en réduisant la pauvreté et l'émergence de griefs sociaux, retarde et réduit la probabilité de guerre civile.

Les guerres et les conflits ne sont pas des agents efficaces du progrès social ou politique ou pour mener à des réformes structurelles et profondes. Il est clair que les pertes et conséquences négatives l'emportent sur les effets positifs qui pourraient résulter du peu de réformes politiques, économiques et sociales dans l'après-guerre. Plutôt, les guerres civiles sont un '*mal public*' national, mais aussi régional et mondial vu leur impact sur les pays avoisinants et sur la criminalité internationale. Par conséquent, la communauté régionale et internationale a tout intérêt de s'activer pour la prévention des conflits et la reconstruction des nations post-conflit.

Les résultats indiquent que l'aide au développement et la coopération ont échoué dans leurs objectifs déclarés : elles n'encouragent pas l'investissement, ne mènent pas à une augmentation durable de la croissance, et ne réduisent pas la pauvreté. L'aide des principaux donateurs (pays ou institutions internationales) vise, comme priorité, à promouvoir leurs propres intérêts stratégiques. Dès lors, l'aide bilatérale n'a qu'un faible lien avec la reconstruction des pays émergent de conflit, à alléger la pauvreté, à promouvoir la croissance et le développement économique, la démocratie et la bonne gouvernance. L'aide étrangère n'augmente pas la croissance économique ni ne réduit la pauvreté en améliorant la qualité des politiques des gouvernements et la gouvernance. Bien au contraire, l'aide étrangère a tendance à aller aux gouvernements les plus corrompus! Nous devons reformer le processus, les formes et les mécanismes d'aide. L'aide internationale et la coopération se doivent d'être multilatérale et multidimensionnelle: sécurité, infrastructure, financement, gouvernance, économie et reconstruction des institutions. Adoptons comme cadre la Structure Stratégique de l'ONU, mais en ayant le courage et la détermination d'en faire un instrument efficace. La création d'un *Fonds Global pour la Reconstruction* géré par l'ONU et ses institutions

internationales tels que la BM et le FMI pourrait être un instrument efficace pour une action rapide et permettant la coordination de l'aide des pays donateurs.

Il faut s'engager, devenir actif dans l'exécution d'une série d'initiatives globales qui contribueraient à limiter la durée des guerres, leur incidence et conséquences. Ces initiatives incluent le Kimberley Process (2000) pour assurer une plus grande transparence du commerce international des diamants, les efforts du GAFI dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et l'utilisation criminelle du système financier, la Criminalisation de la Corruption Internationale, et l'interdiction complète des mines antipersonnelles.

Pour être crédible, la communauté internationale devra respecter ses engagements. En 2000, la communauté internationale a adopté les Objectifs du Millénaire pour le développement. En 2002, l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE s'est chiffrée à 57 milliards de dollars, soit 0,23% de leurs ressources globales, alors que l'objectif fixé par l'ONU est de 0.7% ! Le respect de cet engagement exige plus qu'un doublement d'Aide au Développement Officielle, à plus de \$110 milliards, et un renversement de la tendance à la baisse des niveaux de l'aide depuis 1990. Serons-nous à la hauteur de la tâche et la responsabilité qui nous incombe, au Liban et ailleurs de réduire la misère humaine et autres séquelles des guerres civiles et de les prévenir?

References

- Alesina, Alberto, and David Dollar. 1998. "Who Gives Aid to Whom and Why?" Working Paper 6612, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass.
- Alesina, Alberto and Beatrice Weder. 1999. "Do Corrupt Governments Receive Less Foreign Aid?" Working Paper 7108, National Bureau of Economic Research.
- Barro, Robert J. 1991. "Economic Growth in a Cross Section of Countries." *American Economic Review*. May, 106:2, pp. 407–43.
- Barro, Robert J. and Jong-Wha Lee. 2002. "IMF Programs: Who is Chosen and What Are the Effects?" Working Paper 8951, National Bureau of Economic Research.
- Bildt, Carl. Mai, 2003. International Herald Tribune, comment.
- Boone, Peter. 1996. "Politics and the Effectiveness of Foreign Aid." *European Economic Review*. 40:2, pp. 289–329.
- Burnside, Craig and David Dollar. 1998. "Aid, the Incentive Regime, and Poverty Reduction." Policy Research Working Paper 1937, Washington, D.C.: World Bank.
- . 2000. "Aid, Policies, and Growth." *American Economic Review*. September, 90:4, pp. 847–68.

- Collier, Paul. 1997. "The Failure of Conditionality." In C. Gwin and J. Nelson, eds. *Perspectives on Aid and Development*. Washington, D.C.: Overseas Development Council.
- . 1999. "On the Economic Consequences of Civil War." *Oxford Economic Papers* 51, pp. 168-83.
- . 2000. "Economic Causes of Civil Conflict and Their implications for Policy." Development Research Group. World Bank.
- Collier, Paul and Jan Dehn. 2001. "Aid, Shocks, and Growth." Working Paper No. 2688, World Bank, October.
- Collier, Paul and David Dollar. 2002. "Aid Allocation and Poverty Reduction." *European Economic Review*. September, 46:8, pp. 1475-500.
- Collier, Paul and Anke Hoeffler. 2002. "Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies." Policy Research Working Paper 2902, Washington, D.C.: World Bank.
- Dalgaard, Carl-Johan, and Henrik Hansen. 2001. "On Aid, Growth and Good Policies." *Journal of Development Studies*. August, 37:6, pp. 17-41.
- Development Aid Committee Online. Paris: Development Aid Committee (DAC), 2002.
- Durberry, R. Gemmell, N. and Greenaway, D. 1998. "New Evidence on the Impact of Foreign Aid on Economic Growth." CREDIT Research Paper 98r8, Nottingham: University of Nottingham.
- Easterly, William. 2001. *The Elusive Quest for Growth: Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- . 2002. "The Cartel of Good Intentions: Bureaucracy versus Markets in Foreign Aid." Working Paper No. 4. March. Center for Global Development.
- . 2003. "Can Foreign Aid Buy Growth?" *Journal of Economic Perspective*. Summer, 17:3, pp. 23-48.
- Easterly, William and Ross Levine. 1997. "Africa's Growth Tragedy: Politics and Ethnic Divisions." *Quarterly Journal of Economics*. November, 112:4, pp. 1203-250.
- Easterly, William, Ross Levine and David Roodman. 2003. "New Data, New Doubts: A Comment on Burnside and Dollar's 'Aid, Policies, and Growth' (2000)." *American Economic Review*. Forthcoming.
- Elbadawi ,Ibrahim A., and Njuguna S. Ndung'u. 2001. "The Economics of Civil Wars and Post-Conflict Recovery." Working Paper. May. World Bank.
- Goldin, Ian, Halsey Rogers and Nicholas Stern. 2002. "The Role and Effectiveness of Development Assistance: Lessons from World Bank Experience," in *A Case for Aid: Building A Consensus for Development Assistance*. Washington, D.C.: World Bank, part 3.
- Guillamont, Patrick and Lisa Chauvet. 2001. "Aid and Performance: A Reassessment." *Journal of Development Studies*. August, 37:6, pp. 66-92.
- Gupta ,S. and R. Sharan . 2000. "Corruption & Military Spending." February. IMF Working Paper.
- Gupta S. et al. 2002. "Fiscal Consequences of Armed Conflicts and Terrorism in Low and Middle Income Countries". IMF Working Paper, WP/02/142.
- .2002. "The Elusive Peace Dividend Finance & Development." IMF. December ,39: 4.
- Hansen, Henrik and Finn Tarp. 2000. "Aid Effectiveness Disputed." *Journal of International Development*. April, 12:3, pp. 375-98.

- . 2001. "Aid and Growth Regressions." *Journal of Development Economics*. 64:2, pp. 547–70.
- Haughton, J. 1998. "The Reconstruction of War-Torn Economies." CAER II Discussion Paper. June, No. 23, Harvard Institute for International Development.
- Humphreys, Macartan. 2002. "Economics and Violent Conflict." August. Working Paper, Harvard University.
- Jepma, Catrinus J. 1991. "The Tying of Aid." Paris: OECD Development Center.
- Lu, S. and Ram, R. 2001. "Foreign Aid, Government Policies, and Economic Growth: Further Evidence from Cross-country Panel Data for 1970–93." *Economia Internazionale*. February, 54:1, pp. 15–29.
- Mankiw, N. Gregory; Romer, David and Weil, David N. 1992. "A Contribution to the Empirics of Economic Growth." *American Economic Review*. May, 107:2, pp. 407–37.
- Murdoch, James and T. Sandler. Economic Growth, Civil Wars, and Spatial Spillovers. OECD. The Influence of Aid in Situations of Violent Conflict: *OECD DAC Journal 2001, No. 2, Volume 3*.
- . 2002. "Economic Consequences of Terrorism." *Economic Outlook* 71.
- Pack, Howard, and Janet Rothenberg Pack. 1993. "Foreign Aid and the Question of Fungibility." *Review of Economics and Statistics* 75(2).
- Radelet, Steven. 2003. "Challenging Foreign Aid: A Policymaker's Guide to the Millennium Challenge Account." Center for Global Development, Washington, DC.
- Rodríguez, Francisco and Dani Rodrik. 2001. "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence," in *NBER Macroeconomics Annual*, MIT Press, Cambridge, MA.
- Sachs, Jeffrey D. and Andrew Warner. 1995. "Economic reform and the process of global integration." *Brookings Papers on Economic Activity*, pp. 1–118.
- Saidi, Nasser. 1986. "Economic Consequences of the War in Lebanon." Center for Lebanese Studies, Papers on Lebanon, No.3, Oxford University.
- . 1999. "Growth, Destruction, and the Challenges of Reconstruction: Macroeconomic Essays on Lebanon." The Lebanese Center for Policy Studies, Beirut.
- Stockholm International Peace Research Institute. Yearbooks. Various years.
- Svensson, Jakob. 1999. "Aid, Growth and Democracy." *Economics and Politics*. November, 11:3, pp.275–97.
- . 2000. "Foreign Aid and Rent- Seeking." *Journal of International Economics*. August, 51:2, pp. 437–61.
- . 2003. "Why Conditional Aid Doesn't Work and What Can Be Done About It?" *Journal of Development Economics*. 70:2, pp. 381–402.
- United Nations High Commissioner for Refugees. 2003. Refugees by Numbers.
- US Congressional Research Service, the Library of Congress. 2003. CRS Issue Brief for Congress. "Israel: U.S. Foreign Assistance".
- U.S. Department of State, *World Military Expenditures and Arms Transfers*. Washington, DC: various years.
- University of Uppsala, Dept. for Peace & Conflict Research. 2003. "Armed Conflict List, 1946-2001". *Conflict Dataset Catalog*. March.
- White, H. 1992. "The Macroeconomic Analysis of Aid Impact." *Journal of Development Studies* 28.

World Bank. 1998. *Assessing Aid: What Works, What Doesn't, and Why*. Washington, D.C.: World Bank.

---. 2002e. *A Case for Aid: Building a Consensus for Development Assistance*. Washington, D.C.: World Bank.

---. *World Development Indicators 2003* database. Washington, DC: 2003.

---. 2003. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. World Bank, Conflict Prevention & Reconstruction Unit. 2002. *Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Countries*, Dissemination Notes No. 2.

World Bank Group. 2003. *Cry Havoc: Why Civil War Matters*, Policy Research Report. February.